



## SYNTHÈSE

# Etats généraux des mobilités

**RAPPORT INTERMÉDIAIRE  
DU COLLÈGE DES GARANTS**

Phase 1 / 08 mai - 23 juil 2023

**“ *Koman nou sa déplas a nou  
domin a La Rényon* ”**

**LA** commission  
nationale du  
débat public

**CNDP**

# Note de synthèse

La première étape des États Généraux des Mobilités s'est déroulée du 9 mai au 23 juillet 2023 dans toute La Réunion. Plus de 11 000 contributions ont été recueillies à travers divers dispositifs tout autour de l'île. Le public s'accorde sur un constat de coma circulatoire; il définit les enjeux des mobilités de demain et propose des solutions concrètes.

## 1. Pourquoi des Etats généraux des mobilités ?

Ces Etats généraux font suite à une demande du public lors de précédentes concertations locales (notamment le débat public NEO) de traiter la question des embouteillages et de la place de la voiture à l'échelle de l'île. Cette demande, relayée par la CNDP, a trouvé écho auprès du Conseil régional de La Réunion qui a décidé en mai dernier de lancer une grande consultation.

### L'ensemble des collectivités embarqué

La Région Réunion, en tant que collectivité « chef de file » en matière de mobilité et d'aménagement du territoire pilote ces États Généraux qui regroupent également l'ensemble des collectivités compétentes en matière de mobilités (CASUD, CINOR, CIREST, CIVIS, TCO et le Département), le Syndicat mixte de transport de La Réunion (SMTR) ainsi que l'État.

### Une consultation garantie par la Commission Nationale du Débat public

La CNDP est l'autorité indépendante garante du droit à l'information et à la participation du public. Dans le cadre des États Généraux des Mobilités, la Région Réunion a sollicité son conseil méthodologique pour assurer la réussite de cette démarche de participation citoyenne de grande ampleur. Un collège de 6 garants de la CNDP a été désigné pour garantir la consultation et établir un rapport d'étape à l'issue de la première phase et un rapport final à la fin de la consultation.

### Les objectifs de la consultation

Faire le point sur nos usages et nos attentes en matière de mobilité, identifier les projets clés, dégager des priorités pour améliorer nos déplacements aujourd'hui et anticiper les mobilités de demain.

## 2. Comment a été organisée la consultation ?

### En deux phases

La consultation prévoit deux phases : Une 1ère phase ouverte à tous les publics (qui s'est déroulée du 9 mai au 23 juillet) et une seconde phase en mini public (d'octobre à décembre 2023) qui prévoit la mise en place d'une assemblée citoyenne qui, sur la base des enseignements de la 1ère phase, travaillera sur des propositions qui seront soumises à la Région et ses partenaires.

### Des dispositifs pour tous les publics

Divers dispositifs ont été mis en place afin d'atteindre tous les publics, y compris éloignés : une plateforme en ligne, un dispositif mobile "la caravane des mobilités", des réunions publiques par micro-régions, des ateliers avec des publics ciblés, des Ron kozé et un questionnaire largement administré sur toute l'île, depuis la caravane ou en ligne.

*Note : Ce rapport n'est pas une analyse statistique. Il est rédigé selon le principe, retenu par la CNDP, qui consiste à relever les arguments du public considérant que "tous les arguments quelle que soit l'expertise ou la qualité de leur auteur ont la même place dans le débat"*

### 3. Les enseignements de la phase 1

#### Un débat très suivi

- 11 000 contributions
- 6 230 questionnaires remplis sur le terrain
- 6 578 visites du site web
- 130 rendez-vous sur le terrain : caravane des mobilités (78 dates) ; Wello ; Équipe mobile ; Ateliers ; Réunions publiques ; Évènements festifs
- 21 ateliers

#### Un diagnostic partagé sur un réseau saturé

Les citoyens consultés dressent un tableau assez sombre des mobilités sur l'île, en évoquant un **réseau saturé** qui "empoisonne" le quotidien et la qualité de vie, avec une **omniprésence de la voiture** face à laquelle les alternatives apparaissent **peu performantes** comme les bus ou **pas assez encouragées** comme les modes doux ou **carrément absentes** comme le transport par rail.

Le public pointe du doigt un **aménagement du territoire déséquilibré** avec des **Hauts enclavés**, des **bassins d'emplois mal répartis** et **éloignés des lieux de vie**.

Enfin le public s'interroge sur ce **mille-feuille de gouvernance** en matière de mobilité et pointe notamment les incohérences entre les différents réseaux. Lors de la consultation, les citoyens ont fait part de leur **défiance vis-à-vis des décideurs** après les abandons de divers projets et les temps de procédures longs. Pour eux, la réponse n'est pas à la hauteur des enjeux de mobilités.

#### 5 enjeux et défis pour la mobilité de demain

**L'enjeu territorial** appelle à mettre en cohérence l'aménagement de territoire avec les déplacements. Les citoyens invitent à repenser l'urbanisme, à rééquilibrer le territoire pour limiter les déplacements et à penser le territoire pour toutes les mobilités, pas seulement pour la voiture.

**L'enjeu économique** est important tant les déplacements sont impactants économiquement pour les ménages et tant la difficulté devant la mobilité est un frein à l'évolution professionnelle, à la formation et à l'insertion mais aussi au développement économique. L'enjeu économique concerne aussi le développement de l'emploi induit par les nouveaux modes de déplacement.

**L'enjeu social** oblige à mettre en place des solutions de mobilité accessibles à tous : se déplacer est une nécessité pour chaque personne d'accéder aux études, à l'emploi, à divers services ou tout simplement pour avoir des interactions sociales. L'absence de solution de mobilités accessible peut être un vrai facteur de précarité et d'exclusion.

**L'enjeu sociétal**, dans une île où le symbole de la voiture reste fort, vise à accompagner le changement.

**L'enjeu environnemental**, notamment en matière de santé et de climat, impose que la réduction des effets négatifs environnementaux des mobilités soit l'un des premiers objectifs assignés à la politique de déplacements

## Les propositions du public

Pour répondre aux enjeux de mobilité, le public a fait toute une série de propositions:

- **Améliorer et développer le réseau de transports en commun** sur l'ensemble de l'île pour le rendre attractif. Les citoyens souhaitent une offre coordonnée, avec lignes densifiées, en sites propres, desservant y compris les écarts et aux plages horaires coïncidant avec les usages. Les véhicules doivent gagner en confort et en services et prendre davantage en compte les besoins particuliers des scolaires, des seniors et des personnes à mobilité réduite. Les gares routières ou pôles d'échange doivent devenir des lieux de vie attractifs et sécurisés.

- **Réaliser des projets structurants de transport collectif.** En plus de l'amélioration de la qualité des réseaux existants, le public appelle de ses vœux des solutions de transport ferré (train, tram), guidé et/ou câblé... À moyen terme la création d'un réseau ferré régional inter et intra urbain semble une évidence pour le public.

- **Améliorer les conditions actuelles de circulation.** Pour les citoyens consultés, l'amélioration des conditions de circulation passe par toute une panoplie de solutions qui va de la modernisation de la gestion des flux au développement du covoiturage en passant par des mesures contraignantes à la voiture, le développement de mesures incitatives au sein des entreprises publiques et privées, le report en heures creuses du transport de marchandises ou encore le développement d'une offre de location de véhicules individuels...

- **Promouvoir les déplacements en mode doux** (marche à pied, vélo, trottinette, rollers, skate...) pour décongestionner les villes, limiter la pollution et les nuisances sonores. Ce qui implique de mieux partager la route et notamment de créer des voies cyclables sécurisées et continues,

ainsi que des trottoirs continus. Le développement des modes doux passe également par l'intermodalité, c'est-à-dire la possibilité pour les usagers de passer d'un mode de transport à un autre au cours d'un même déplacement.

- **Limiter les déplacements du quotidien.** Une des façons de réduire les embouteillages est d'éviter de se déplacer. Pour cela, le public propose une série de mesures en ce sens : développer le télétravail, les services et commerces de proximité, les espaces de coworking, les programmes de logements près des bassins d'emploi...

- **Organiser une gouvernance partagée.** Face aux multiples acteurs et autorités organisatrices de transport, des citoyens souhaitent une gestion unique des réseaux de transport et à tout le moins une gestion coordonnée qui déclinerait d'une politique globale et coordonnées des mobilités sur l'ensemble du territoire.

- **Intégrer la participation citoyenne aux décisions.** Bien qu'ils manifestent de la défiance vis-à-vis des décideurs, de plus en plus les citoyens souhaitent participer à la décision et donner leur avis sur les projets. Néanmoins, les positions sont contrastées, entre méfiance et envie de plus de démarche participative. Réussir l'assemblée citoyenne (des EGM) serait un premier pas pour redonner confiance aux citoyens.